

Master droit de l'entreprise parcours Juriste d'entreprise

Spécialisez-vous dans les domaines du droit de l'entreprise tout en maîtrisant le droit commun

Intitulé officiel : Master Droit, économie, gestion mention Droit de l'entreprise

Présentation

Publics / conditions d'accès

Public visé :

Collaborateurs de PME-PMI, TPE, juristes, professionnels souhaitant obtenir une qualification leur permettant d'intégrer le service juridique d'une entreprise ou d'une institution, dirigeants d'entreprise, assistants juridiques.

Le Master est accessible :

- **En M1 :**
 - Aux titulaires d'un diplôme Bac+3 (licence Cnam ou licence universitaire, ou diplôme de niveau 6 dans un domaine compatible avec la spécialité du master);
 - Par la validation des acquis de l'expérience (VAE /VAPP) ou la validation des études supérieures (VES).
 - Si l'expérience professionnelle a été acquise au cours d'un contrat en alternance en L3 ou licence professionnelle, l'élève est tenu de réaliser un stage d'une durée minimale de 6 mois au cours de la première année du diplôme.
- **En M2 (obligatoirement sur 2 ans) :**
 - Aux personnes titulaires d'un Bac+4, M1 ou diplôme équivalent; admission sur dossier de candidature et entretien ;
 - Par la validation des acquis de l'expérience (VAE/VAPP) ou validation des études supérieures (VES).

Dans tous les cas, une **expérience professionnelle de 12 mois** dans le domaine du droit des affaires, de la fiscalité ou du droit social (y compris ressources humaines et droit syndical) est requise pour l'inscription au diplôme.

L'admission (en première et en deuxième année) se fait sur dossier de candidature en ligne.

Objectifs

Les **objectifs visés** par le master sont:

- Permettre une vision globale du droit dans l'entreprise (compétences en droit social, droit des affaires, droit des nouvelles technologies, droit fiscal, droit des contrats...) afin de bien cerner les besoins des entreprises qui font souvent appel à des juristes généralistes;
- Fournir aux élèves des compétences juridiques transdisciplinaires en droit de l'entreprise afin de répondre à un réel besoin des entreprises désireuses d'intégrer parmi leurs collaborateurs des professionnels du droit ayant une connaissance générale des contraintes et des risques juridiques;
- Acquérir les compétences nécessaires pour anticiper les risques éventuels de contentieux, conseiller et accompagner au quotidien les chefs d'entreprise, les syndicats et les autres partenaires socio-économiques privés. Fournir une aide à

Mis à jour le 13-09-2024



Arrêté du 08 juillet 2021.

Accréditation jusque fin 2024-2025. le 08-07-2021

Fin d'accréditation au 31-08-2025

Code : MR14901A

120 crédits

Master

Responsabilité nationale :

EPN14 - Droit et immobilier /
Maria-Beatriz SALGADO

Responsabilité opérationnelle

: Marie MERCAT-BRUNS

Niveau CEC d'entrée requis :

Niveau 6 (ex Niveau II)

Niveau CEC de sortie : Niveau

7 (ex Niveau I)

Mention officielle : Arrêté du 08 juillet 2021. Accréditation jusque fin 2024-2025.

Mode d'accès à la certification

:

- Validation des Acquis de l'Expérience
- Formation continue

NSF : Droit fiscal ; droit des affaires ; droit pénal ; droit de l'environnement ; droit de la santé ; droit de la sécurité et de la défense ; droit du transport etc (128g)

Métiers (ROME) :

Correspondant / Correspondante Informatique et Libertés - CIL (K1903) , Responsable fiscal / fiscale (K1903) , Responsable de service juridique (K1903) , Juriste fiscaliste (K1903) , Juriste d'entreprise (K1903) , Juriste d'affaires (K1903) , Conseiller / Conseillère en droit social (K1903) , Chef de service juridique (K1903)

Code répertoire : RNCP38162

Code CertifInfo : 115694

Contact national :

la décision;

- Former des professionnels polyvalents capables de négocier des contrats complexes et d'accompagner les entreprises dans la transformation digitale. Réfléchir aux modes de compliance et de mise en conformité en matière de responsabilité sociale de l'entreprise.

Modalités de validation

Validation de l'ensemble de unités d'enseignement composant le diplôme et des mémoires (professionnel et académique). Validation de l'expérience professionnelle requise.

Compétences

Les **principales compétences** visées par ce diplôme sont les suivantes:

- Mettre en place une veille juridique et réglementaire dans tous les domaines du droit de l'entreprise et élaborer des indicateurs fiables permettant une diffusion et une mise en application opérationnelle ;
- Interpréter, appliquer les nouveaux textes et les évolutions de la législation ; analyser la jurisprudence et l'appliquer dans l'organisation ;
- Accompagner et conseiller les dirigeants et les managers dans les projets de développement de l'entreprise ;
- Élaborer des diagnostics et proposer de solutions juridiques en cohérence avec la stratégie de l'entreprise ;
- Coordonner et encadrer les projets impliquant des changements d'ordre juridique (licenciements, plans sociaux, fusions...);
- Concevoir et rédiger de documents juridiques (internes et externes) : règlements, notes de service, cahiers des charges, synthèses, bilans, déclarations fiscales;
- Assurer l'exécution d'une convention ;
- Gérer les personnels en se positionnant comme le relai de l'employeur en matière sociale, fiscale, de gouvernance ; accompagner l'employeur dans la gestion des ressources humaines;
- Piloter des projets en matière de politiques sociales ; analyser les enjeux sociaux et proposer des orientations adaptées ;
- Prévenir et gérer les contentieux;
- Comprendre l'articulation des problèmes juridiques en droit social et en droit des affaires.

Perspectives professionnelles

Le caractère pluridisciplinaire de cette formation permet d'envisager les débouchés suivants :

Responsable juridique dans une PME ; Conseiller en droit des affaires ; Fiscaliste d'entreprise ; Juriste au sein d'une entreprise, d'une organisation, d'un cabinet, d'une ONG, d'organismes sociaux ; Cadre dans la banque ; Dirigeant et cadre de direction ; Juriste en cabinet de conseil en droit social

EPN14 - Droit

2 rue Conté

75003 Paris

Roza Ait Medri - Yasmina

Nabbach

par_cnam.droit@lecnam.net

M1 60 ECTS

Dossier de jurisprudence en droit de l'entreprise	DRT214 4 ECTS
Anglais professionnel	ANG330 6 ECTS
Droit pénal des affaires	DRA107 4 ECTS
Droit du financement des entreprises	DRA118 4 ECTS
Droit fiscal : imposition du résultat de l'entreprise	DRF114 6 ECTS
Droit fiscal : TVA et imposition du capital	DRF115 4 ECTS
Droit du travail approfondi, évolutions récentes, aspects individuels et collectifs	DRS208 4 ECTS
Droit et discriminations : agir contre les discriminations	DRS210 2 ECTS
Droit du numérique	DNT104 4 ECTS
Responsabilité pénale et civile de l'employeur et du salarié	DRS107 6 ECTS
Procédure civile	DRA123 4 ECTS
Expérience professionnelle et rapport d'activité	UADROP 12 ECTS

M2 60 ECTS

Séminaire méthodologique	DRT211 4 ECTS
Anglais juridique	DRA208 2 ECTS
Techniques juridiques de la transmission d'entreprise	DRA204 4 ECTS
Droit des difficultés des entreprises	DRA120 4 ECTS
Les modes alternatifs de résolution des différends	DRA207 4 ECTS
Clinique du droit, approche professionnelle	DRS207 4 ECTS
Droit du travail approfondi	DRS205 4 ECTS
Droit du travail et droits de la personne (Droits de l'Homme dans le travail)	DRS203 2 ECTS
La personne et le droit de l'entreprise	DRS204

1 UE à choisir parmi : 4 ECTS

Droit de la propriété intellectuelle dans l'environnement numérique

DNT201

4 ECTS

Droit de la cybersécurité

DNT108

6 ECTS

Une UE à choisir parmi : 4 ECTS

Droit fiscal approfondi

DRF200

4 ECTS

Droit de la protection sociale approfondi

DRS206

4 ECTS

Une UE à choisir parmi : 6 ECTS

Gouvernance et responsabilité sociale des entreprises

CFA234

6 ECTS

La gestion du patrimoine du dirigeant et de l'entreprise

DRA206

6 ECTS

Mémoire

UADROQ

16 ECTS

Blocs de compétences

Code, N° et intitulé du bloc

Liste de compétences

<p>MR149B10</p> <p>RNCP38162BC01</p> <p>Exercer aux fonctions de « délégué à la protection des données » et de « référent protection des données » (Usages avancés et spécialisés des outils numériques)</p>	<ul style="list-style-type: none">- Connaître le cadre juridique et les référentiels applicables au droit de la sécurité des systèmes d'information et de la cybersécurité en France et en Europe.- Conscientiser les problématiques cybernétiques telles que la connaissance des réseaux, des systèmes et l'étude de leur fonctionnement, et des risques liés aux cybermenaces.- Identifier les cas d'usage en lien avec les enjeux de sécurité des systèmes d'information et cyber en entreprise ou en structure publique, et savoir établir les plans d'actions associés.- Connaître les acteurs de la régulation cyber en France et en Europe (ANSSI, CNIL, ENISA, etc.).- Mettre en œuvre les savoir-faire et les bonnes pratiques pour réagir en cas d'intrusion dans un système informatique ou en cas de violation de données.- Identifier dans le contexte du RGPD et de la nouvelle loi française sur la protection des données personnelles, les nouvelles contraintes opérationnelles pour les professionnels ainsi que les chantiers "métiers" à mettre en oeuvre à court et moyen terme
<p>MR149B20</p> <p>RNCP38162BC02</p> <p>Maîtriser les techniques de recherche et d'application des textes légaux (Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés)</p>	<p>Identifier les sources d'information et les moyens d'y accéder. Évaluer l'intérêt de l'information obtenue et se doter de méthodes de classement des données recueillies. Assurer un travail de recherche et analyser les données. Présenter les résultats et répondre aux questionnements soumis.</p> <p>Citer et référencer correctement les textes légaux, la jurisprudence et la doctrine résultat d'une recherche dans le cadre d'un travail de recherche.</p> <p>Interpréter, appliquer et expliquer les nouveaux textes légaux et les évolutions de la législation.</p> <p>Apporter auprès des entreprises une mission de conseil et d'accompagnement dans toutes leurs problématiques liées à la législation du travail et la gestion sociale.</p>
<p>MR149B30</p> <p>RNCP38162BC03</p> <p>Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances (Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances)</p>	<p>Descriptif</p> <ul style="list-style-type: none">• Identifier les sources d'informations en matière du droit des affaires, les moyens d'y accéder; évaluer l'intérêt de l'information obtenue afin de permettre la mise en conformité des opérations de l'entreprise,• Traiter les dossiers contentieux en totalité (réponses aux litiges, assignations en justice, relation avocat...)• Encadrer et sécuriser les projets impliquant des changements d'ordre juridique et fiscal en évaluant les risques, en particulier ceux liés aux stratégies d'entreprise,• Accompagner l'employeur dans la rédaction et le suivi de contrats en matière juridique et fiscale pour les clients, les fournisseurs, les partenaires, ...

- Conseiller l'ensemble des opérationnels sur des problématiques juridiques, de réglementation fiscale, ...

MR149B40

RNCP38162BC04

Accompagner le dirigeant dans la gestion et l'évolution de l'entreprise (Contribuer à la transformation en contexte professionnel)

Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles

Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe.

Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif.

Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité

Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.

Organiser le contexte juridique du recouvrement de créances.

Apporter une expertise juridique et fiscale au dirigeant d'entreprise lors des différentes étapes de la transmission d'une entreprise, dans un souci d'optimisation juridique et fiscale.

Mettre en oeuvre les dispositifs se combinant entre eux afin d'optimiser la transmission de l'entreprise

Mettre en place une organisation permettant d'être le relais de l'employeur en matière sociale, fiscale, de gouvernance...

MR149B50

RNCP38162BC05

Identifier et traiter les problèmes juridiques d'une entreprise

- Effectuer une veille juridique portant sur le droit applicable à l'entreprise

- Rechercher et analyser les textes et la jurisprudence en vue de leur application à l'entreprise

- Apprécier juridiquement les documents sociaux, fiscaux et comptables

- Analyser et synthétiser les problèmes exposés par un client ou un employeur et construire une réponse juridique adaptée

- Contribuer à sécuriser juridiquement l'activité et l'image de l'entreprise

- Rédiger les actes et les contrats

MR149B60

RNCP38162BC06

Conseiller le dirigeant sur les questions fiscales et sociales ayant trait à l'activité. (Apporter un appui juridique à la création et au fonctionnement d'une entreprise)

- Établir un diagnostic préparant une prise de décision du chef d'entreprise

- Conseiller le chef d'entreprise dans l'élaboration des documents sociaux réglementaires

- Conseiller le chef d'entreprise sur son statut

- Conseiller l'entreprise sur les conventions conclues avec ses partenaires

- Préparer le travail juridique des instances de gouvernance de l'entreprise

- Établir les procès-verbaux d'organes délibérants et des documents de synthèse

Analyser les enjeux sociaux et proposer les meilleures orientations en matière de politique sociale.

Définir et mettre en place une organisation patrimoniale optimale au sein de l'entreprise.

Conseiller le dirigeant afin de protéger son patrimoine privé après la réalisation d'un bilan patrimonial optimal.

Proposer des solutions juridiques répondant aux critères fixés par la direction, tout en respectant la réglementation en vigueur.

MR149B70

RNCP38162BC07

Savoir anticiper et gérer les conflits et les différends ayant trait aux aspects sociaux et de fonctionnement de l'activité (Traiter les litiges auxquels l'entreprise peut être confrontée)

- Identifier les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale afin de les diffuser et d'en assurer le respect

- Évaluer et prévenir les risques juridiques encourus par l'entreprise

- Contribuer à la construction d'indicateurs permettant de prévenir la survenance de litiges

- Organiser la résolution extrajudiciaire des litiges tant sur le plan amiable que par la voie de l'arbitrage

Analyser et mobiliser les normes dans de procédures pertinentes pour rendre effectifs les droits fondamentaux de la personne.

Assister le dirigeant lors d'une procédure devant les juridictions étatiques ou arbitrales ainsi que dans le cadre des négociations et/ou médiations consécutives à la naissance d'un litige.

Gérer et rédiger les différents contrats relatifs au règlement alternatif des conflits en y insérant les clauses adéquates.

MR149B80

RNCP38162BC08

Identifier et intégrer les particularismes juridiques des relations avec les consommateurs

- Élaborer des conditions générales

- Veiller au respect de l'information précontractuelle du consommateur

- Appréhender les aspects juridiques des pratiques commerciales

- Sécuriser les contrats destinés aux consommateurs